

# **AVERTISSEMENT**

***Vous trouverez ci-dessous***

***la version française de ce mandat***

***suivie de la version anglaise***



CONSTRUCT 97/216 rév.1

M 115

Comité "Normes et Règles Techniques"  
Doc. 9/97 - FR

MANDAT DONNE AU CEN/CENELEC POUR LA REALISATION DE TRAVAUX  
DE NORMALISATION VISANT A ETABLIR DES NORMES HARMONISEES  
POUR

**ACIERS DE FERRAILLAGE ET DE PRÉCONTRAÎTE (POUR BÉTON)**

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES

LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR CE MANDAT ET DEVANT SERVIR A :

- 01/33 : ASSIETTES DE DALLES SUR SOL (y compris les planchers suspendus), ROUTES ET AUTRES ZONES DE CIRCULATION
- 02/33 : FONDATIONS ET MURS DE SOUTÈNEMENT
- 03/33 : FONDATIONS SUR PIEUX
- 04/33 : MURS EXTERIEURS (Y COMPRIS LE PAREMENT), MURS INTERIEURS ET CLOISONS
- 05/33 : PLANCHERS, GALERIES ET PLAFONDS
- 06/33 : SYSTEMES PREFABRIQUES POUR PLANCHERS, GALERIES, ESCALIERS, RAMPES, FAUX PLANCHERS, BALUSTRADES ET MAINS COURANTES, Y COMPRIS LES TRAVAUX D'EXTERIEUR
- 07/33 : TOITS
- 08/33 : OSSATURES (Y COMPRIS LES CHEMINEES ET LES CONDUITS)
- 13/33 : FINITIONS DES SOLS ET DES ESCALIERS
- 18/33 : DRAINAGE ET TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS LIQUIDES ET GAZEUX
- 26/33 : COMMUNICATION
- 30/33 : INSTALLATIONS FIXES DE CIRCULATION ROUTIERE
- 33/33 : APPAREILS DE STOCKAGE

## AVANT-PROPOS

*Ce mandat est donné par la Commission au CEN/CENELEC dans le cadre de la directive du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction (89/106/CEE), ci-après dénommée la "directive" ou la "DPC".*

*L'un des buts de la directive est d'éliminer les barrières techniques aux échanges dans le domaine de la construction, dans la mesure où elles ne peuvent l'être par la reconnaissance mutuelle de l'équivalence entre tous les États membres. Ainsi, dans une première phase, les mandats de normalisation se rapporteront aux produits de construction susceptibles de faire l'objet d'entraves techniques aux échanges.*

*Le présent mandat est destiné à élaborer des dispositions en vue de l'établissement de normes européennes harmonisées de qualité afin, d'une part, de "rapprocher" les éventuelles dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales (ci-après dénommées "réglementations") et, de l'autre, de faire en sorte que les produits*

conformes à ces normes soient réputés aptes à l'utilisation à laquelle ils sont destinés, comme le stipule la directive.

A cet effet, le mandat prend en compte les principes de base régissant les réglementations des États membres, en particulier ceux décrits aux chapitres 3 et 4.2 des Documents interprétatifs, auxquels les normalisateurs doivent se référer. Conformément aux termes de la directive, la responsabilité que les États membres assument sur leur territoire en ce qui concerne les ouvrages de construction reste entière.

Afin de répondre aux dispositions de l'article 7 paragraphe 1 de la directive, le présent mandat a été structuré comme suit:

*Chapitre I : Bases. Conditions générales dans le cadre de la directive.*

*Chapitre II : Exécution du mandat. Conditions relatives à l'élaboration, au développement et à la mise en oeuvre du travail de normalisation.*

*Chapitre III: Normes harmonisées. Conditions relatives au contenu et à la présentation des normes harmonisées.*

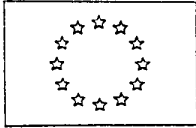
## **CHAPITRE I : BASES**

1. Le présent mandat s'inscrit dans le cadre de la politique générale suivie par la Commission en matière d'harmonisation technique et de normalisation, ainsi que dans le champ d'application de la directive. Il remplace tout mandat antérieur concernant les mêmes produits, donné dans le passé par la Commission à titre provisoire.

2. Ce mandat est basé sur l'article 7 de la directive et tient compte des Documents interprétatifs<sup>1</sup> qui servent de référence à l'établissement des normes harmonisées (voir l'article 12 de la directive). Il sert à assurer la qualité des normes harmonisées pour les produits, toujours en référence à l'état de l'art, en se rapportant plus particulièrement à l'aptitude des produits énumérés à l'annexe 1, destinés à être utilisés pour les ASSIETTES DE DALLES SUR SOL (y compris les planchers suspendus), ROUTES ET AUTRES ZONES DE CIRCULATION; FONDATIONS ET MURS DE SOUTÈNEMENT; FONDATIONS SUR PIEUX; MURS EXTERIEURS (Y COMPRIS LE PAREMENT), MURS INTERIEURS ET CLOISONS; PLANCHERS, GALERIES ET PLAFONDS; SYSTEMES PREFABRIQUES POUR PLANCHERS, GALERIES, ESCALIERS, RAMPES, FAUX PLANCHERS, BALUSTRADES ET MAINS COURANTES, Y COMPRIS LES TRAVAUX D'EXTERIEUR; TOITS; OSSATURES (Y COMPRIS LES CHEMINEES ET LES CONDUITS); FINITIONS DES SOLS ET DES ESCALIERS; DRAINAGE ET TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS LIQUIDES ET GAZEUX; COMMUNICATION; INSTALLATIONS FIXES DE CIRCULATION ROUTIERE; APPAREILS DE STOCKAGE, permettant aux ouvrages de satisfaire aux exigences essentielles établies à l'annexe 1 de la directive, pour autant qu'il existe des entraves aux échanges desdits produits et que ceux-ci entrent dans le champ d'application de l'article 2 paragraphe 1 de la directive.

---

<sup>1</sup> JO C n° 62 du 28.02.1994.



CONSTRUCT 97/216 rév.1

M 115

Comité "Normes et Règles Techniques"  
Doc. 9/97 - FR

MANDAT DONNE AU CEN/CENELEC POUR LA REALISATION DE TRAVAUX  
DE NORMALISATION VISANT A ETABLIR DES NORMES HARMONISEES  
POUR

**ACIERS DE FERRAILLAGE ET DE PRÉCONTRAINTÉ (POUR BÉTON)**

EN VUE DES UTILISATIONS FINALES SUIVANTES

LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR CE MANDAT ET DEVANT SERVIR A :

- 01/33 : ASSIETTES DE DALLES SUR SOL (y compris les planchers suspendus), ROUTES ET AUTRES ZONES DE CIRCULATION
- 02/33 : FONDATIONS ET MURS DE SOUTÈNEMENT
- 03/33 : FONDATIONS SUR PIEUX
- 04/33 : MURS EXTERIEURS (Y COMPRIS LE PAREMENT), MURS INTERIEURS ET CLOISONS
- 05/33 : PLANCHERS, GALERIES ET PLAFONDS
- 06/33 : SYSTEMES PREFABRIQUES POUR PLANCHERS, GALERIES, ESCALIERS, RAMPES, FAUX PLANCHERS, BALUSTRADES ET MAINS COURANTES, Y COMPRIS LES TRAVAUX D'EXTERIEUR
- 07/33 : TOITS
- 08/33 : OSSATURES (Y COMPRIS LES CHEMINEES ET LES CONDUITS)
- 13/33 : FINITIONS DES SOLS ET DES ESCALIERS
- 18/33 : DRAINAGE ET TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS LIQUIDES ET GAZEUX
- 26/33 : COMMUNICATION
- 30/33 : INSTALLATIONS FIXES DE CIRCULATION ROUTIERE
- 33/33 : APPAREILS DE STOCKAGE

**AVANT-PROPOS**

*Ce mandat est donné par la Commission au CEN/CENELEC dans le cadre de la directive du Conseil du 21 décembre 1988 relative au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant les produits de construction (89/106/CEE), ci-après dénommée la "directive" ou la "DPC".*

*L'un des buts de la directive est d'éliminer les barrières techniques aux échanges dans le domaine de la construction, dans la mesure où elles ne peuvent l'être par la reconnaissance mutuelle de l'équivalence entre tous les États membres. Ainsi, dans une première phase, les mandats de normalisation se rapporteront aux produits de construction susceptibles de faire l'objet d'entraves techniques aux échanges.*

*Le présent mandat est destiné à élaborer des dispositions en vue de l'établissement de normes européennes harmonisées de qualité afin, d'une part, de "rapprocher" les éventuelles dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales (ci-après dénommées "réglementations") et, de l'autre, de faire en sorte que les produits*

conformes à ces normes soient réputés aptes à l'utilisation à laquelle ils sont destinés, comme le stipule la directive.

A cet effet, le mandat prend en compte les principes de base régissant les réglementations des États membres, en particulier ceux décrits aux chapitres 3 et 4.2 des Documents interprétatifs, auxquels les normalisateurs doivent se référer. Conformément aux termes de la directive, la responsabilité que les États membres assument sur leur territoire en ce qui concerne les ouvrages de construction reste entière.

Afin de répondre aux dispositions de l'article 7 paragraphe 1 de la directive, le présent mandat a été structuré comme suit :

*Chapitre I : Bases. Conditions générales dans le cadre de la directive.*

*Chapitre II : Exécution du mandat. Conditions relatives à l'élaboration, au développement et à la mise en oeuvre du travail de normalisation.*

*Chapitre III: Normes harmonisées. Conditions relatives au contenu et à la présentation des normes harmonisées.*

## **CHAPITRE I : BASES**

1. Le présent mandat s'inscrit dans le cadre de la politique générale suivie par la Commission en matière d'harmonisation technique et de normalisation, ainsi que dans le champ d'application de la directive. Il remplace tout mandat antérieur concernant les mêmes produits, donné dans le passé par la Commission à titre provisoire.

2. Ce mandat est basé sur l'article 7 de la directive et tient compte des Documents interprétatifs<sup>1</sup> qui servent de référence à l'établissement des normes harmonisées (voir l'article 12 de la directive). Il sert à assurer la qualité des normes harmonisées pour les produits, toujours en référence à l'état de l'art, en se rapportant plus particulièrement à l'aptitude des produits énumérés à l'annexe 1, destinés à être utilisés pour les ASSIETTES DE DALLES SUR SOL (y compris les planchers suspendus), ROUTES ET AUTRES ZONES DE CIRCULATION; FONDATIONS ET MURS DE SOUTÈNEMENT; FONDATIONS SUR PIEUX; MURS EXTERIEURS (Y COMPRIS LE PAREMENT), MURS INTERIEURS ET CLOISONS; PLANCHERS, GALERIES ET PLAFONDS; SYSTEMES PREFABRIQUES POUR PLANCHERS, GALERIES, ESCALIERS, RAMPES, FAUX PLANCHERS, BALUSTRADES ET MAINS COURANTES, Y COMPRIS LES TRAVAUX D'EXTERIEUR; TOITS; OSSATURES (Y COMPRIS LES CHEMINEES ET LES CONDUITS); FINITIONS DES SOLS ET DES ESCALIERS; DRAINAGE ET TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS LIQUIDES ET GAZEUX; COMMUNICATION; INSTALLATIONS FIXES DE CIRCULATION ROUTIERE; APPAREILS DE STOCKAGE, permettant aux ouvrages de satisfaire aux exigences essentielles établies à l'annexe 1 de la directive, pour autant qu'il existe des entraves aux échanges desdits produits et que ceux-ci entrent dans le champ d'application de l'article 2 paragraphe 1 de la directive.

---

<sup>1</sup> JO C n° 62 du 28.02.1994.

3. Les niveaux ou classes d'exigences des ouvrages relèvent de la responsabilité des États membres et ne sont pas couverts par le présent mandat. En conséquence, ils ne seront pas définis dans la norme harmonisée.

4. Quant aux niveaux ou classes d'exigences pour les produits, ils sont déterminés soit dans les Documents interprétatifs, soit selon la procédure prévue à l'article 20 paragraphe 2 de la directive. Dans l'un ou l'autre cas, lorsque les niveaux d'exigences sont déterminés pour les produits, l'orientation est donnée à l'annexe 3 du présent mandat. Cela n'est pas le cas pour les classes de convenance, qui sont des classes de performances des produits, développées dans l'intérêt des spécificateurs, des fabricants et des acheteurs. Lesdites classes ne sont pas couvertes par le présent mandat et ne devront pas figurer dans la norme harmonisée. Néanmoins, les résultats de la détermination des caractéristiques des produits peuvent être exprimés en utilisant les classes de convenance figurant dans d'autres normes européennes. Les articles 3 paragraphe 2 et 6 paragraphe 3 de la directive ne s'appliquent pas à ces classes.

5. Les normes harmonisées découlant de ce mandat doivent permettre aux produits d'y satisfaire, même lorsque les performances ne doivent pas être déterminées pour une caractéristique donnée parce qu'au moins un État membre n'impose pas d'obligation légale pour cette caractéristique. Aucune déclaration de performance de cette caractéristique ne doit donc être imposée au fabricant s'il ne souhaite pas la déclarer.

6. L'annexe 4 énonce les documents qui doivent être pris en compte pour informer les normalisateurs et les fabricants de la législation nationale et harmonisée sur les substances classées comme dangereuses.

## CHAPITRE II : EXECUTION DU MANDAT

1. Le CEN/CENELEC soumettra une proposition détaillée de programme de travail à la Commission à la fin du mois de (*trois mois après son approbation par le comité de la directive 83/189*), dernier délai.

2. Ce programme comportera la liste des normes harmonisées à élaborer. Pour chaque norme harmonisée, les éléments suivants seront énoncés :

- a) indiquer le(s) nom(s) du(des) produit(s) à couvrir;
- b) définir les caractéristiques, les aspects de durabilité, les utilisations prévues et les formes et matériaux à couvrir (conformément aux annexes 1, 2 et 3 de ce mandat);
- c) joindre la liste des documents de référence (par exemple, informations sur les méthodes d'essai, ...);
- d) justifier le calendrier prévu et
- e) désigner le Comité technique responsable du travail.

3. Une distinction doit être clairement opérée entre l'élément qui va devenir la norme harmonisée du produit et les éléments servant de documents de référence.

4. Lorsqu'une norme d'essai n'existe pas pour tester une caractéristique ou qu'elle n'est pas prévue dans le programme de travail du comité technique, une déclaration doit être faite afin d'indiquer si le CEN est capable d'en élaborer une ou non.

5. Toute proposition d'ajout de produits, d'utilisations et de matériaux ou de formes non prévus dans le mandat, mais jugés nécessaires par le comité technique doit être soumise pour examen aux services de la Commission, indépendamment du programme de travail. Les normes préparées pour les produits non couverts par ce mandat n'auront pas le statut de normes harmonisées. Outre les dispositions de l'article 4 paragraphe 1 de la directive, il convient de tenir compte du fait que tous les produits couverts par le mandat répondent à un système d'attestation de conformité conforme à la décision pertinente de la Commission, ce qui n'est pas le cas des produits non couverts.

6. Toute proposition en vue de l'ajout de caractéristiques et d'aspects de durabilité non prévus dans le mandat, mais jugés nécessaires par le comité technique, doit être présentée dans un chapitre distinct du programme de travail et sera étudiée par les services de la Commission.

7. Lorsque l'annexe 3 du présent mandat prévoit un système de classification des performances du produit, le CEN/CENELEC est invité à élaborer une proposition adéquate en vue de sa mise en oeuvre.

8. Les comités techniques du CEN doivent apporter une réponse technique à la détermination des caractéristiques du mandat, en tenant compte des conditions énoncées ci-dessous. Les méthodes d'essai suggérées doivent être directement liées aux caractéristiques pertinentes requises et ne doivent pas faire référence aux méthodes de détermination des caractéristiques non couvertes par le mandat. Les exigences de durabilité doivent être traitées dans le cadre de l'état de l'art actuel.

9. La référence aux méthodes d'essai et de calcul doit être conforme à l'harmonisation recherchée. En règle générale, une seule méthode doit être mentionnée pour la détermination de chaque caractéristique, pour un produit donné ou une famille de produits.

Toutefois, si plus d'une méthode est mentionnée, pour des raisons valables, pour un produit ou une famille de produits, en vue de la détermination de la même caractéristique, la situation doit le justifier. Dans ce cas, toutes les méthodes mentionnées doivent être reliées par la conjonction "ou" et une indication de l'application doit être donnée.

Dans tous les autres cas, deux ou plusieurs méthodes d'essai ou de calcul peuvent être acceptées pour la détermination d'une caractéristique si et seulement si une corrélation existe ou peut être établie entre elles. La norme harmonisée pertinente doit alors en désigner une comme méthode de référence.

Les méthodes d'essai et/ou de calcul doivent, chaque fois que possible, avoir un caractère horizontal et couvrir la gamme de produits la plus large possible.

10. Dans le cadre du programme de travail, le CEN/CENELEC précisera les cas où l'approche fondée sur les performances n'est pas suivie par la norme harmonisée et le justifiera.

11. Après examen du programme de travail et après consultation du CEN/CENELEC, les services de la Commission approuveront le calendrier et la liste de normes ou parties de normes qui satisfont aux termes du présent mandat et qui seront reconnues comme normes harmonisées ou de référence.

12. La portée du présent mandat peut faire l'objet de modification ou d'ajout, le cas échéant. L'acceptation du programme de travail par la Commission n'implique pas l'acceptation de tous les éléments mentionnés comme normes de référence. Les comités techniques devront démontrer le lien direct entre ces éléments et la nécessité d'harmonisation des produits, des utilisations prévues et des caractéristiques reprises dans le mandat. Par ailleurs, l'acceptation de ce programme n'exclut pas la possibilité que le CEN ajoute de nouveaux éléments afin de respecter pleinement les termes du mandat.

13. Les représentants des autorités responsables des réglementations nationales pourront participer aux activités du CEN/CENELEC au travers de leurs délégations nationales et pourront exposer leurs points de vue à tous les stades du processus d'élaboration des normes harmonisées.

14. La Commission peut participer aux travaux de normalisation à titre d'observateur et a le droit de recevoir tous les documents pertinents.

15. Le CEN/CENELEC informera immédiatement la Commission de tout problème lié à l'exécution du mandat et présentera un rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux réalisés dans le cadre du mandat.

16. Le rapport sur l'état d'avancement comportera une description des travaux effectués et indiquera les difficultés politiques ou techniques rencontrées, en particulier celles susceptibles de conduire les autorités d'un État membre à formuler des objections ou à recourir à l'article 5 paragraphe 1 de la directive.

17. Le rapport sur l'état d'avancement sera accompagné des derniers projets de chaque norme visée par le mandat et des derniers rapports sur les travaux donnés en sous-traitance.

18. L'acceptation de ce mandat par le CEN/CENELEC ouvre la procédure du statu quo visé à l'article 7 de la directive du Conseil 83/189/CEE, du 28 mars 1983, modifiée par la directive du Conseil 88/182/CEE, du 22 mars 1988, et par la directive du Parlement européen et du Conseil 94/10/CE, du 23 mars 1994.

19. L'acceptation de ce mandat par le CEN/CENELEC ne peut avoir lieu qu'après l'acceptation du programme de travail par les services de la Commission.

20. Le CEN/CENELEC développera les projets de normes européennes harmonisées et des normes d'accompagnement pertinentes sur la base du programme de travail et informera la Commission en temps utile que le projet a été diffusé pour discussion publique.



21. Le CEN/CENELEC présentera les projets finaux des normes européennes harmonisées et des normes d'accompagnement pertinentes aux services de la Commission pour confirmation de leur conformité au présent mandat selon le calendrier convenu entre le CEN/CENELEC et la Commission, dont il est fait mention au point II.2.d).

22. Les membres du CEN/CENELEC publieront les normes de transposition des normes européennes harmonisées au plus tard six mois après le vote positif du CEN/CENELEC. Les normes nationales ayant la même portée resteront applicables jusqu'à la date convenue entre le CEN/CENELEC et la Commission, conformément au point II.2.d).

### CHAPITRE III : NORMES HARMONISEES

1. Des normes harmonisées doivent être élaborées afin de permettre aux produits énumérés aux annexes 1 et 2 de démontrer leur aptitude à satisfaire les exigences essentielles. L'un des objectifs de la directive étant d'éliminer les barrières aux échanges, les normes découlant de celle-ci seront exprimées, dans la mesure du possible, en termes de performances des produits (article 7 paragraphe 2 de la directive), compte tenu des Documents interprétatifs.

2. La norme harmonisée contiendra :

- la portée et le champ d'application détaillés;
- une description détaillée du produit concerné ou de la famille de produits visée et les utilisations prévues pertinentes des ~~différents~~ applications détaillés;
- la définition des caractéristiques des produits énumérés à l'annexe 2 du mandat (exprimées en termes de performances, dans la mesure du possible) permettant de satisfaire aux exigences essentielles;
- les méthodes (calcul, méthodes d'essai ou autres) ou la référence à une norme contenant les méthodes de détermination de ces caractéristiques;
- une indication sur les caractéristiques à mentionner dans l'étiquetage qui accompagnera la marque CE (selon l'utilisation prévue du produit) et sur la manière d'exprimer les valeurs déterminées de ces caractéristiques;
- le système de classification et les niveaux correspondants aux valeurs des caractéristiques susmentionnées, si le mandat le requiert;
- le système d'attestation de conformité demandé à l'annexe 3 du mandat et les dispositions spécifiques correspondantes d'évaluation de la conformité.

3. Un niveau minimal ou maximal d'une caractéristique donnée, à respecter par un produit ou une famille de produits, ne peut être précisé dans la norme harmonisée que si un accord entre les États membres, exprimé par un vote positif selon la procédure de l'article 20, l'exige.

4. Dans la mesure du possible, chaque norme fera référence à des performances communes à d'autres normes élaborées dans le cadre du mandat et formant un ensemble cohérent et compatible de normes harmonisées européennes développées en parallèle. Le CEN/CENELEC veillera à la cohérence de l'ensemble de ces normes.

5. Un producteur qui ne souhaite pas répondre à une norme européenne non couverte par le mandat pourra apposer la marque CE sur ses produits en faisant référence uniquement à la norme harmonisée pertinente. Par ailleurs, si une norme non couverte par le mandat concerne l'ensemble du contenu de la norme harmonisée, la conformité à la première supposera la conformité à la norme harmonisée et permettra l'apposition de la marque CE.

Dans ce dernier cas, un système adéquat doit être prévu dans la norme européenne afin de distinguer clairement le contenu se rapportant à la directive du reste de la norme.

6. Les normes harmonisées doivent permettre de poursuivre la mise sur le marché des produits de construction grâce auxquels les ouvrages répondent aux exigences essentielles et sont fabriqués et utilisés légalement conformément aux traditions techniques garanties par les conditions climatiques locales et autres.

7. Les exigences essentielles étant exprimées en termes de performances des ouvrages, les caractéristiques des produits doivent également être exprimées en termes de performances de sorte qu'en parlant des normes harmonisées européennes, les réglementations puissent être rapprochées en termes "d'exigences de performance". Dans la mesure du possible et selon l'utilisation prévue mentionnée dans les annexes de ce mandat, la norme comprendra une définition de la durabilité en termes de performance des valeurs déclarées des caractéristiques du produit, ainsi que les méthodes appropriées pour son évaluation par rapport aux actions énumérées à l'annexe 2. Lorsque la durabilité est exprimée en termes de classe de temps, les articles 3 paragraphe 2 et 6 paragraphe 3 de la directive ne s'appliquent pas.

8. Les procédures d'attestation de conformité prévues à l'article 13 paragraphe 3 et à l'annexe III de la directive sont énumérées à l'annexe 3. Aux fins de l'établissement des dispositions spécifiques correspondantes d'évaluation de la conformité, la norme harmonisée devra tenir compte :

- des différentes utilisations prévues pour le produit et mentionnées dans les annexes de ce mandat et, le cas échéant, des différents niveaux ou classes de performance;

- des cas de fabrication à la pièce (et non pas en série) visés à l'article 13 paragraphe 5 de la directive;

- des recommandations du paragraphe 3 de l'annexe 3.

9. L'étiquette accompagnant la marque CE devra énumérer toutes les caractéristiques à déclarer selon les utilisations prévues déclarées reprises dans les annexes de ce mandat. Afin de tenir compte des réglementations existantes des produits lorsque les performances d'une ou plusieurs caractéristiques ne sont pas exigées, l'étiquette doit également permettre au fabricant d'apposer la mention "pas de performance déterminée" pour ces caractéristiques.

## (Projet 4) ANNEXE 1

**ACIERS DE FERRAILLAGE ET DE PRECONTRAINTE POUR BÉTON****LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR CE MANDAT ET DEVANT SERVIR A :**

01/33 : ASSIETTES DE DALLES SUR SOL (y compris les planchers suspendus), ROUTES ET AUTRES ZONES DE CIRCULATION  
 02/33 : FONDATIONS ET MURS DE SOUTÈNEMENT  
 03/33 : FONDATIONS SUR PIEUX  
 04/33 : MURS EXTERIEURS (Y COMPRIS LE PAREMENT), MURS INTERIEURS ET CLOISONS  
 05/33 : PLANCHERS, GALERIES ET PLAFONDS  
 06/33 : SYSTEMES PREFABRIQUES POUR PLANCHERS, GALERIES, ESCALIERS, RAMPES, FAUX PLANCHERS, BALUSTRADES ET MAINS COURANTES, Y COMPRIS LES TRAVAUX D'EXTERIEUR  
 07/33 : TOITS  
 08/33 : OSSATURES (Y COMPRIS LES CHEMINEES ET LES CONDUITS)  
 13/33 : FINITIONS DES SOLS ET DES ESCALIERS  
 18/33 : DRAINAGE ET TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS LIQUIDES ET GAZEUX  
 26/33 : COMMUNICATION  
 30/33 : INSTALLATIONS FIXES DE CIRCULATION ROUTIERE  
 33/33 : APPAREILS DE STOCKAGE

FORME	MATERIAUX	PRODUITS A CONSIDERER
barres, fils, ronds, poutres en treillis, treillis soudés	acier allié et non allié acier inoxydable acier revêtu de zinc acier revêtu de résine époxyde	Aciers de ferrailage pour béton : - fils, barres, ronds, couronnes - treillis soudés - feuillards à empreintes - poutres à treillis
torons, fils, barres	acier galvanisé acier allié et non allié	Aciers de précontrainte : - fils, torons, barres, - câbles de précontrainte
tubes, tôles minces	plastique, acier	Conduits et gaines



**ANNEXE 2 (Projet 4)**  
**CADRE TECHNIQUE DE REFERENCE**

**ACIERS DE FERRAILLAGE ET DE PRÉCONTRAINTÉ (POUR BÉTON)**

**LISTE DES PRODUITS COUVERTS PAR CE MANDAT ET DEVANT SERVIR A :**

- 01/33 : ASSIETTES DE DALLES SUR SOL (y compris les planchers suspendus), ROUTES ET AUTRES ZONES DE CIRCULATION  
 02/33 : FONDATIONS ET MURS DE SOUTÈNEMENT  
 03/33 : FONDATIONS SUR PIEUX  
 04/33 : MURS EXTERIEURS (Y COMPRIS LE PAREMENT), MURS INTERIEURS ET CLOISONS  
 05/33 : PLANCHERS, GALERIES ET PLAFONDS  
 06/33 : SYSTEMES PREFABRIQUES POUR PLANCHERS, GALERIES, ESCALIERS, RAMPES, FAUX PLANCHERS, BALUSTRADES ET MAINS COURANTES, Y COMPRIS LES TRAVAUX D'EXTERIEUR  
 07/33 : TOITS  
 08/33 : OSSATURES (Y COMPRIS LES CHEMINEES ET LES CONDUITS)  
 13/33 : FINITIONS DES SOLS ET DES ESCALIERS  
 18/33 : DRAINAGE ET TRAITEMENT DES AUTRES DECHETS LIQUIDES ET GAZEUX  
 26/33 : COMMUNICATION  
 30/33 : INSTALLATIONS FIXES DE CIRCULATION ROUTIERE  
 33/33 : APPAREILS DE STOCKAGE

**FAMILLE ET SOUS-FAMILLES**

**ACIERS DE FERRAILLAGE**

**Aciers (nervurés, lisses ou à empreintes) employés pour le ferrailage du béton :**

- barres,
- ronds, couronnes
- treillis soudés
- poutres en treillis
- feuillards à empreintes

EE	CARACTERISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allongement</li> <li>- Aptitude à la soudure</li> <li>- Sections et tolérances sur les dimensions</li> <li>- Aptitude au pliage</li> <li>- Résistance des liaisons</li> <li>- Ratio des contraintes (résistance maximale/limite élastique)</li> <li>- Limite élastique</li> <li>- Fatigue (<i>sauf pour les treillis soudés et les poutres en treillis</i>)</li> </ul>	O ( <i>contre la corrosion</i> )
2		
3		
4		
5		
6		

**ARMATURES DE PRECONTRAINTE POUR BETON :**

Aciers employés pour la précontrainte du béton :

- fils (fils tréfilés à froid ayant subi un recuit de détente, fils lisses, fils à empreintes)
- torons (torons multifilaires, torons multifilaires compacts, torons à empreintes et à haute adhérence)
- barres (barres laminées à chaud et façonnées, barres filetées, barres nervurées, planes ou lisses)
- câbles de précontrainte

EE	CARACTERISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ratio des contraintes (contrainte de tension maximale/limite élastique)</li> <li>- Limite élastique</li> <li>- Contrainte de tension orientée (pour les torons)</li> <li>- Allongement sous charge maximale</li> <li>- Relaxation</li> <li>- Sections et tolérances sur les dimensions</li> <li>- Géométrie de la surface</li> <li>- Module d'élasticité (<i>pour les aciers inoxydables uniquement</i>)</li> <li>- Fatigue</li> </ul>	
2		
3		
4		
5		
6		

## FAMILLE ET SOUS-FAMILLES

<b>CONDUITES ET GAINES pour la protection ou le guidage des armatures de précontrainte en acier</b>
---

PROPOSITION DE LA COMMISSION		
EE	CARACTERISTIQUES DE PERFORMANCE	Durabilité
1	- Etanchéité à l'eau - Comportement à la flexion - Résistance latérale et résistance à la charge de tension	O
2		
3		
4		
5		
6		



**TABLEAU SYNOPTIQUE DES CARACTERISTIQUES  
ACIERS DE FERRAILLAGE ET DE PRÉCONTRAINTE**

EE	Caractéristiques de performance	Aciers de ferrailage	Aciers de précontrainte	Conduites et gaines	Durabilité
1	- Allongement	O			O <i>(contre la corrosion pour les aciers)</i>
	- Aptitude à la soudure	O			
	- Sections et tolérances sur les dimensions	O	O		
	- Aptitude au pliage	O			
	- Résistance des liaisons	O			
	- Ratio des contraintes (contrainte de tension maximale/limite élastique)	O	O		
	- Limite élastique	O	O		
	- Fatigue	O	O		
	- Contrainte de tension orientée (pour les torons)			O	
	- Allongement sous charge maximale			O	
	- Relaxation			O	
	- Module d'élasticité			O	
	- Étanchéité à l'eau			O	
	- Comportement en flexion			O	
	- Résistance latérale et résistance à la charge de tension			O	
- Géométrie de la surface			O		
2					
3					
4					
5					
6					

## (Projet 4) ANNEXE 3

Famille de produits : **Aciers de ferrailage et de précontrainte pour béton (1/3)**  
)

**1. Niveaux et classes de performance des produits**

A l'heure actuelle, aucune des différences mentionnées à l'article 3 paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE ne semble exiger l'établissement d'un système de classification des produits.

Si des différences au sens de l'article 3 paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE sont justifiées conformément au droit communautaire (paragraphe 1.2.1 des Documents interprétatifs), d'autres besoins pourraient apparaître. Lorsque, pour ces besoins, il est admis qu'une classification des performances du produit est le moyen d'exprimer les différents niveaux d'exigence des ouvrages, la Commission émettra les recommandations qui s'imposent ou invitera le CEN/CENELEC à élaborer la proposition appropriée par le biais d'une modification du présent mandat.

**2. Systèmes d'attestation de conformité**

Pour les produits et les usages prévus ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier les systèmes d'attestation de conformité suivants dans les normes harmonisées pertinentes :

Produits	Usages prévus	Niveaux ou classes	Systèmes d'attestation de conformité
<b>ACIERS DE FERRAILAGE :</b> - barres, - ronds, couronnes - treillis soudés - poutres en treillis - feuillards à empreintes	<b>Aciers employés pour le ferrailage du béton</b>		1+
Système 1+ : voir l'annexe III.2.(i) de la directive 89/106/CEE, avec essai par sondage sur échantillons prélevés à l'usine.			

### 3. Conditions à appliquer par le CEN aux spécifications du système d'attestation de conformité

3.1 Les spécifications du système doivent être telles que le système puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer la performance d'un produit pour une caractéristique donnée en raison de l'absence d'exigence légale dans ce domaine dans au moins un État membre [voir l'article 2 paragraphe 1 de la directive 89/106/CEE et, le cas échéant, le paragraphe 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la vérification de cette caractéristique ne peut pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performance du produit dans ce domaine.

3.2 S'agissant des produits relevant du système 1, aux fins de l'essai de type initial du produit [voir Annexe III.1.a) de la DPC], la tâche de l'organisme agréé se limitera à l'évaluation des caractéristiques suivantes :

- Allongement
- Aptitude à la soudure
- Sections et tolérances sur les dimensions
- Aptitude au pliage
- Résistance des liaisons
- Ratio des contraintes (contrainte de tension maximale/limite élastique)
- Limite élastique
- Fatigue(*sauf pour les treillis soudés et les poutres en treillis*)

3.3 S'agissant des produits relevant du système 1, aux fins de la surveillance, de l'évaluation et de l'appréciation permanentes du contrôle de la production en usine [voir Annexe III.1.(g) de la DPC], la tâche de l'organisme agréé se limitera exclusivement aux paramètres relatifs aux caractéristiques suivantes :

- Sections et tolérances sur les dimensions
- Aptitude à la soudure
- Résistance des liaisons

3.4 Pour l'inspection initiale en usine et le contrôle de la production en usine [voir annexe III.1.(f) de la DPC], l'organisme agréé s'intéressera aux paramètres correspondants à chacune des caractéristiques pertinentes.

Famille de produits : Aciers de ferrailage et de précontrainte pour béton (2/3 )

## 1. Niveaux et classes de performance des produits

A l'heure actuelle, aucune des différences mentionnées à l'article 3 paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE ne semble exiger l'établissement d'un système de classification des produits.

Si des différences au sens de l'article 3 paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE sont justifiées conformément au droit communautaire (paragraphe 1.2.1 des Documents interprétatifs), d'autres besoins pourraient apparaître. Lorsque, pour ces besoins, il est admis qu'une classification des performances du produit est le moyen d'exprimer les différents niveaux d'exigence des ouvrages, la Commission émettra les recommandations qui s'imposent ou invitera le CEN/CENELEC à élaborer la proposition appropriée par le biais d'une modification du présent mandat.

## 2. Systèmes d'attestation de conformité

Pour les produits et les usages prévus ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier les systèmes d'attestation de conformité suivants dans les normes harmonisées pertinentes :

Produits	Usages prévus	Niveaux ou classes	Systèmes d'attestation de conformité
<b>ARMATURES DE PRECONTRAINTÉ POUR BETON :</b>  - fils (fils tréfilés à froid ayant subi un recuit de détente, fils lisses, fils à empreintes) - torons (torons multifilaires, torons multifilaires compacts, torons à empreintes et à haute adhérence) - barres (barres laminées à chaud et façonnées, barres filetées, barres nervurées, planes ou lisses) - câbles de précontrainte	Aciers employés pour la précontrainte du béton		1+
Système 1+ : voir l'annexe III.2.(i) de la directive 89/106/CEE, avec essai par sondage sur échantillons prélevés à l'usine			

### 3. Conditions à appliquer par le CEN aux spécifications du système d'attestation de conformité

3.1 Les spécifications du système doivent être telles que le système puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer la performance d'un produit pour une caractéristique donnée en raison de l'absence d'exigence légale dans ce domaine dans au moins un État membre [voir l'article 2 paragraphe 1 de la directive 89/106/CEE et, le cas échéant, le paragraphe 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la vérification de cette caractéristique ne peut pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performance du produit dans ce domaine.

3.2 S'agissant des produits relevant du système 1, aux fins de l'essai de type initial du produit [voir Annexe III.1.a) de la DPC], la tâche de l'organisme agréé se limitera à l'évaluation des caractéristiques suivantes :

- **Ratio des contraintes (contrainte de tension maximale/limite élastique)**
- **Limite élastique**
- **Contrainte de tension orientée (pour les torons)**
- **Allongement sous charge maximale**
- **Relaxation**
- **Sections et tolérances sur les dimensions**
- **Géométrie de la surface**
- **Module d'élasticité (pour les aciers inoxydables uniquement)**
- **Fatigue**

3.3 S'agissant des produits relevant du système 1, aux fins de la surveillance, de l'évaluation et de l'appréciation permanentes du contrôle de la production en usine [voir Annexe III.1.(g) de la DPC], la tâche de l'organisme agréé se limitera exclusivement aux paramètres relatifs aux caractéristiques suivantes :

- **Sections et tolérances sur les dimensions**
- **Géométrie de la surface**

3.4 Pour l'inspection initiale en usine et le contrôle de la production en usine [voir annexe III.1.(f) de la DPC], l'organisme agréé s'intéressera aux paramètres correspondants à chacune des caractéristiques pertinentes.

Famille de produits : **Aciers de ferrailage et de précontrainte pour béton (3/3)**  
)

### 1. Niveaux et classes de performance des produits

A l'heure actuelle, aucune des différences mentionnées à l'article 3 paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE ne semble exiger l'établissement d'un système de classification des produits.

Si des différences au sens de l'article 3 paragraphe 2 de la directive 89/106/CEE sont justifiées conformément au droit communautaire (paragraphe 1.2.1 des Documents interprétatifs), d'autres besoins pourraient apparaître. Lorsque, pour ces besoins, il est admis qu'une classification des performances du produit est le moyen d'exprimer les différents niveaux d'exigence des ouvrages, la Commission émettra les recommandations qui s'imposent ou invitera le CEN/CENELEC à élaborer la proposition appropriée par le biais d'une modification du présent mandat.

### 2. Systèmes d'attestation de conformité

Pour les produits et les usages prévus ci-dessous, il est demandé au CEN/CENELEC de spécifier les systèmes d'attestation de conformité suivants dans les normes harmonisées pertinentes :

Produits	Usages prévus	Niveaux ou classes	Systèmes d'attestation de conformité
<b>CONDUITS ET GAINES</b>	<b>pour la protection ou le guidage des armatures de précontrainte en acier</b>		<b>4</b>
Système 4 : voir l'annexe III.2.(ii) de la directive 89/106/CEE, troisième possibilité			

### 3. Conditions à appliquer par le CEN aux spécifications du système d'attestation de conformité

Les spécifications du système doivent être telles que le système puisse être appliqué même lorsqu'il n'est pas nécessaire de déterminer la performance d'un produit pour une caractéristique donnée en raison de l'absence d'exigence légale dans ce domaine dans au moins un État membre [voir l'article 2 paragraphe 1 de la directive 89/106/CEE et, le cas échéant, le paragraphe 1.2.3 des documents interprétatifs]. Dans ces cas, la

vérification de cette caractéristique ne peut pas être imposée au fabricant si ce dernier ne souhaite pas déclarer de performance du produit dans ce domaine.

## (Projet 4) ANNEXE 4

**Aciers de ferrailage et de précontrainte pour béton**

Des spécifications techniques européennes tenant compte de la législation relative aux substances classées comme dangereuses doivent être adoptées.

Ceci ressort de la note introductive des six Documents interprétatifs, qui précise que :

*"En ce qui concerne les substances dangereuses contenues dans des produits de construction, les classes et/ou niveaux de performances auxquels les spécifications techniques feront référence permettront de garantir les niveaux de protection nécessaires aux ouvrages, compte tenu de l'objet de l'ouvrage."*

En outre, en dehors du champ d'application de la directive, les auteurs de spécifications techniques doivent tenir compte de la législation relative aux matériaux utilisés dans les produits de construction et réglementés pour des raisons indépendantes de l'incorporation des produits de construction dans l'ouvrage.

Afin de permettre aux auteurs de spécifications techniques de tenir compte de la législation correspondante, les services de la Commission ont élaboré un document de travail (CONSTRUCT 95/148, Rév.1 du 4 janvier 1996). Les auteurs de spécifications techniques sont invités à s'en servir comme d'un guide, mais doivent également prendre en considération toute autre substance pertinente ou dangereuse qui n'apparaîtrait pas encore dans ledit document de travail.



# Mandate M/115

[CReatE](#)

MANDATE TO CEN/CENELEC

CONCERNING THE EXECUTION OF STANDARDISATION WORK

FOR HARMONIZED STANDARDS ON

---

## REINFORCING AND PRESTRESSING STEEL (FOR CONCRETE)

RELATED TO THE FOLLOWING END USES

01/33 : FLOOR BEDS (including suspended ground floors), ROADS AND OTHER TRAFFICKED AREAS  
02/33 : FOUNDATIONS AND RETAINING WALLS  
03/33 : PILE FOUNDATIONS  
04/33 : EXTERNAL WALLS (INCLUDING CLADDING), INTERNAL WALLS AND PARTITIONS  
05/33 : FLOORS , GALLERIES, CEILING  
06/33 : PREFABRICATED SYSTEMS FOR FLOORS AND GALLERIES, STAIRS, RAMPS, RAISED ACCESS FLOORS, BALLUSTRADES AND HAND RAILS, INCLUDING EXTERNAL WORKS  
07/33 : ROOFS  
08/33 : FRAME ( INCLUDING CHIMNEYS AND SHAFTS)  
13/33 : FLOORS AND STAIR FINISHES  
18/33 : DRAINAGE AND DISPOSAL OF OTHER LIQUIDS AND GASEOUS WASTE  
26/33 : COMMUNICATION  
30/33 : CIRCULATION FIXTURES  
33/33 : STORAGE FIXTURES

---

[Top](#)

*In order to fulfill the provisions of article 7.1 of the CPD the present mandate has been structured in the following way:*

### **Foreword**

**Chapter I : Grounds. General conditions within the framework of the CPD.**

**Chapter II : Execution of the mandate. Conditions regarding the programming, development and execution of the standardisation work.**

**Chapter III : Harmonised standards. Conditions regarding the content and the presentation of the harmonised standards.**

**Annex 1**

**Annex 2**

**Annex 3**

**Annex 4**

---

## FOREWORD

[Top](#)

*This mandate is issued by the Commission to CEN/CENELEC within the context of the Council Directive of 21 December, 1988 on the approximation of laws, regulations and administrative provisions of the Member States relating to construction products (89/106/EEC), hereafter referred to as "the Directive" or "the CPD".*

*One of the aims of the Directive being the removal of technical barriers to trade in the construction field, in so far as they cannot be removed by means of mutual recognition among Member States, it seems appropriate that standardisation mandates cover, at least during a first phase of the mandating programme, construction products likely to be subject to technical barriers to trade.*

*This mandate is intended to lay down provisions for the development and the quality of harmonised European standards in order, on the one hand, to make "approximation" of national laws, regulations and administrative provisions (hereafter referred to as "regulations") possible and, on the other hand, to allow products conforming to them to be presumed to be fit for their intended use, as defined in the Directive.*

*In this respect, this mandate takes account of the basic principles prevailing in the regulations of Member States, particularly those described in chapters 3 and 4.2 of the Interpretative documents, to which standardisers must refer. As stated by the Directive, the responsibility Member States have for construction works on their territory remains unchanged.*

*In order to fulfill the provisions of article 7.1 of the CPD the present mandate has been structured in the following way:*

*Chapter I Grounds. General conditions within the framework of the CPD.*

*Chapter II Execution of the mandate. Conditions regarding the programming, development and execution of the standardisation work.*

*Chapter III Harmonised standards. Conditions regarding the content and the presentation of the harmonised standards.*

---

# CHAPTER I

## GROUND

[Top](#)

1. This mandate falls within the framework of the general policy of the Commission with respect to technical harmonisation and standardisation, as well as within the scope of the Directive. It replaces any previous mandate on the same products formerly issued on a provisional base by the Commission.
2. This mandate is based on article 7 of the Directive and has taken into consideration the Interpretative Documents(1) that serve as reference for the establishment of the harmonised standards (see article 12 of the Directive). It serves to ensure the quality of the harmonised standards for products, always with reference to the state of the art, with particular reference to the fitness of the products listed in [annex 1](#) intended to be used FLOOR BEDS (including suspended ground floors), ROADS AND OTHER TRAFFICKED AREAS, FOUNDATIONS AND RETAINING WALLS, PILE FOUNDATIONS, EXTERNAL WALLS (INCLUDING CLADDING), INTERNAL WALLS AND PARTITIONS, FLOORS , GALLERIES, CEILING, PREFABRICATED SYSTEMS FOR FLOORS AND GALLERIES, STAIRS, RAMPS, RAISED ACCESS FLOORS, BALLUSTRADES AND HAND RAILS, INCLUDING EXTERNAL WORKS,: ROOFS, FRAME ( INCLUDING CHIMNEYS AND SHAFTS), FLOORS AND STAIR FINISHES, DRAINAGE AND DISPOSAL OF OTHER LIQUIDS AND GASEOUS WASTE, COMMUNICATION, CIRCULATION FIXTURES, STORAGE FIXTURES, enabling the works to satisfy the essential requirements set out in annex 1 of the Directive, provided that barriers to trade in these products exist and that the products fall within the scope of article 2.1 of the Directive;
3. Levels or classes of requirements for the works are under the responsibility of Member States and are not covered by the present mandate. As a consequence, they are not expected to be defined in the harmonised standard.
4. Levels or classes of requirements for the products may be determined either in the Interpretative Documents or

according to the procedure provided for in article 20 (2) of the Directive. In either case, where levels or classes of requirements for products are determined, guidance is given in [Annex 3](#) to this mandate. This is not the case for classes of convenience, which are classes of product performances developed as a means of convenience for specifiers, manufacturers and purchasers. Such classes of convenience are not covered by the present mandate and should not be defined within the harmonised standard. Nevertheless, the results of the determination of the product characteristics may be expressed using classes of convenience introduced by European standards. Articles 3.2 and 6.3 of CPD do not apply to such classes.

5. The harmonised standards resulting from this mandate must allow for products to comply with them even where performance does not need to be determined for a certain characteristic because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic. Declaration of performance for such a characteristic, in this case, must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare it.

6. Indications regarding the documents which should be taken into account to inform standardisers and manufacturers on national and harmonised legislation on substances classified as dangerous are given in [Annex 4](#).

---

## CHAPTER II

# EXECUTION OF THE MANDATE

[Top](#)

1. CEN/CENELEC will present the Commission with a detailed work programme, at the latest, by the end of *(three months after approval by the 83/189 Committee)*;
2. The work programme should identify clearly the list of harmonised standards to be developed. For each harmonised standard it should:

a) indicate the name(s) of the product(s) to be covered;

b) define the characteristics, durability aspects, intended uses and the forms and materials to be covered (in accordance with [Annexes 1, 2 and 3](#) of this mandate);

c) attach the list of supporting documents (e.g. work items on test methods, ...);

d) justify the timetable foreseen for its finalization; and

e) identify the Technical Committee(s) responsible for the work.

3. Clear differentiation should be made between the item to become the harmonised standard for the product and the items to be used as supporting documents.

4. When a supporting test standard for one characteristic does not exist or is not in the work programme of the TC, a clear statement should be presented indicating whether CEN is able to produce one or not.

5. Any proposals for the addition of products, intended uses and materials and forms not included in the mandate but considered relevant by the TC should be presented separately from the work programme for further analysis by the Commission services. Standards prepared for products outside this mandate will not achieve the status of harmonised standards. In addition to the provisions of article 4.1 of the CPD, it must be taken into account that all the products included in the mandate have a system of attestation of conformity in accordance with the relevant Decision of the Commission; those products not included have not.

6. Any proposal for the addition of characteristics and durability aspects not included in the mandate but considered relevant by the TC should be proposed in a special chapter of the work programme for further analysis by the Commission services.

7. Where a classification system of the product performances is envisaged in [Annex 3](#) of the present mandate, CEN/CENELEC are requested to make an appropriate proposal for its implementation.

8. CEN/TCs must give a technical answer for the determination of the characteristics of the mandate taking into account the conditions stated below; test methods suggested must be directly related to the relevant required characteristic and must not make reference to determination methods for characteristics not required by the mandate. Durability requirements should be dealt with in the framework provided by the state of the art at present.

9. Reference to test/calculation methods must be in accordance with the harmonisation aimed at. In general, only one method should be referred to for the determination of each characteristic, for a given product or family of products.

If, however, for a product or family of products because of justifiable reasons, more than one method is to be referred to for the determination of the same characteristic, the situation must be justified. In this case all referenced methods should be linked by the conjunction "or" and an indication of application should be given.

In any other case, two or more test/calculation methods for the determination of one characteristic can be accepted only if a correlation between them exists or can be developed. The relevant harmonised product standard must then select one of them as the method of reference.

Testing and/or calculation methods shall have, whenever possible, a horizontal character covering the widest possible range of products

10. Within the work programme, CEN/CENELEC will also specify those cases where the performance-based approach will not be followed in the harmonised standard and will give the relevant justification.

11. After examination of the work programme and consultations with CEN/CENELEC, the Commission services will endorse the timetable and the list of standards or parts of standards which meet the terms of this mandate and which will be recognised as harmonised or supporting standards.

12. The terms of reference of this mandate may be subject to modification or addition, if necessary. Acceptance of the work programme by the Commission services does not imply acceptance of all the WIs listed as supporting standards. TCs will need to demonstrate the direct link between WIs and the needs for harmonisation of the products, intended uses and characteristics given in the mandate. Nor does acceptance exclude the possibility for further WIs to be added by CEN, in order to fully respond to the terms of the mandate

13. Representatives of the authorities responsible for national regulations have the right and shall be able to participate in the activities of CEN/CENELEC through their national delegations and to present their points of view at all stages of the drafting process of the harmonised standards.

14. The Commission may participate in standardisation activities as observer and has the right to receive all relevant documents.

15. CEN/CENELEC will immediately inform the Commission of any problem relating to the carrying out of the mandate and will present an annual progress report on work within the framework of the mandate.

16. The progress report will include a description of work carried out and information on any difficulties being met, whether political or technical, with particular reference to those that might lead the authorities of a Member State to raise objections or to resort to article 5.1 of the Directive.

17. The progress report will be accompanied by the latest drafts of each standard under the mandate and by updated reports on any subcontracted work.

18. Acceptance of this mandate by CEN/CENELEC will initiate the standstill procedure referred to in article 7 of Council Directive 83/189/EEC of 28 March 1983 modified by Council Directive 88/182/EEC of 22 March 1988 and the European Parliament and the Council Directive 94/10/EC of 23 March 1994.

19. Acceptance of this mandate by CEN/CENELEC can take place only after the work programme has been endorsed by the Commission services.

20. CEN/CENELEC will develop the draft harmonised European standards and of the relevant supporting standards on the basis of the work programme and will inform the Commission in good time that the draft is being circulated for public comment.

21. CEN/CENELEC will present the final drafts of the harmonised European standards and of the relevant supporting standards to the Commission services for confirmation of compliance with this mandate at the latest in accordance with the timetable agreed between CEN/CENELEC and the Commission and referred to in point II.2.d).

22. CEN/CENELEC members will publish the standards transposing the harmonised European standards at the latest 6 months after a positive vote in CEN/CENELEC. National standards covering the same scope will continue to be applicable until the date agreed between CEN/CENELEC and the Commission in accordance with point II.2.d)

---

## CHAPTER III

# HARMONISED STANDARDS

[Top](#)

1. Harmonised standards shall be prepared to allow those products listed in [Annexes 1](#) and [2](#) to be able to demonstrate the satisfaction of the essential requirements. One of the purposes of the Directive being to remove barriers to trade, the standards deriving from it will therefore be expressed, as far as practicable in product performance terms (art. 7.2 of the Directive), having regard to the Interpretative Documents.
2. The harmonised standard will contain:
  - A detailed scope and field of application
  - A detailed description of the product or family of products covered and the relevant intended uses of the different products;
  - The definition of the characteristics of the products listed in [Annex 2](#) of the mandate (expressed in performance terms, as far as practicable) that are relevant to the satisfaction of the essential requirements;
  - The methods (calculation, test methods or others) or a reference to a standard containing the methods for the determination of such characteristics;
  - Guidance on the characteristics that have to be stated within the labelling that will accompany the CE marking (depending on the intended use of the product) and on the way of expressing the determined values of these characteristics;
  - The classification system and the levels for the above values of characteristics, if required by the mandate;
  - The system for attestation of conformity as required in [annex 3](#) of the mandate and the corresponding specific provisions for the evaluation of conformity.

3. A minimum or a maximum level of a given characteristic (e.g. for masonry units, a compressive strength not less than 2 N/mm<sup>2</sup>) that has to be met by the family of products or a product may be identified by the harmonised standard only if required by agreement of Member States expressed by positive vote under the procedure of article 20 .

4. As far as possible, each standard will make reference to performances common to other standards developed under mandate and which constitutes a cohesive and compatible group of harmonised European standards developed in parallel. CEN/CENELEC shall ensure consistency within the whole package.

5. A producer not wishing to meet a non-mandated European standard will be able to use the CE marking on his product by referring only to the relevant harmonised standard. On the other hand, if a non-mandated standard includes the entire content of the harmonised standard, compliance with the former standard will also give a presumption of conformity to the harmonised standard and will enable the bearing of the CE marking.

In the latter case, an appropriate system should be established in the European standard in order to clearly distinguish the CPD-related content from the remaining part of the standard.

6. Harmonised standards must permit construction products which allow works to meet the essential requirements and which are produced and used lawfully in accordance with technical traditions warranted by local climatological and other conditions to continue to be placed on the market.

7. The essential requirements being expressed in terms of performance of the works, the characteristics of the products should be also expressed in terms of performance so that, in referring to the harmonised European standards, the regulations may "approximate" evolving in terms of "performance requirements". As far as practicable and depending

on the intended use mentioned in the annexes of this mandate, the standard shall include a definition of the durability in term of performance of the declared values of the product characteristics as well as suitable methods for its evaluation against the actions listed in [Annex 2](#). If the durability is expressed in terms of classes of periods, articles 3.2 and 6.3 of the CPD will not apply.

8. The relevant systems for attestation of conformity, according to Article 13.3 and Annex III of the Directive, are listed in [annex 3](#). For the establishment of the corresponding specific provisions of evaluations of conformity, the harmonised standard will take into account:

- the different intended uses of the product mentioned in the annexes of this mandate and, if any, the different levels or classes of performance;
- cases of individual (non series) production according to Article 13.5 of the Directive;
- the recommendations of paragraph 3 of [Annex 3](#)

9. The label accompanying the CE marking will list all the characteristics to be declared according to the declared intended uses mentioned in the annexes of this mandate. In order to take into account existing regulations on products where performance for one or more characteristics may not be required, the label should allow the manufacturer the application of the "No performance determined" case for that or those characteristics.

---

# ANNEX 1

## REINFORCING AND PRESTRESSING STEEL (FOR CONCRETE)

[Top](#)

TO BE USED IN :

01/33 : FLOOR BEDS (including suspended ground floors), ROADS AND OTHER TRAFFICKED AREAS

02/33 : FOUNDATIONS AND RETAINING WALLS

03/33 : PILE FOUNDATIONS

04/33 : EXTERNAL WALLS (INCLUDING CLADDING), INTERNAL WALLS AND PARTITIONS

05/33 : FLOORS , GALLERIES, CEILING

06/33 : PREFABRICATED SYSTEMS FOR FLOORS AND GALLERIES, STAIRS, RAMPS, RAISED ACCESS FLOORS, BALLUSTRADES AND HAND RAILS, INCLUDING EXTERNAL WORKS

07/33 : ROOFS

08/33 : FRAME ( INCLUDING CHIMNEYS AND SHAFTS)

13/33 : FLOORS AND STAIR FINISHES

18/33 : DRAINAGE AND DISPOSAL OF OTHER LIQUIDS AND GASEOUS WASTE

26/33 : COMMUNICATION

30/33 : CIRCULATION FIXTURES

33/33 : STORAGE FIXTURES

FORM	MATERIALS	PRODUCTS FOR CONSIDERATION
bars, wires, rod, lattice girders, welded fabrics	non alloyed or alloyed steel	<b>Reinforcing steel for concrete.:</b>
strand, wires, bars	stainless steel	- <b>wires, bars, rods, coils</b>
pipes, flexible sheets	zinc coated steel	- <b>welded fabric</b>
	epoxy coated steel	- <b>indented strips</b>
	galvanized steel	- <b>lattice girders</b>
	non alloyed or alloyed steel	<b>Prestressing steel,</b>
	plastics, steel	- <b>wires, stands, bars,</b>
		- <b>prestressing cables</b>
		<b>Ducts and sheaths</b>

## ANNEX 2

TECHNICALS TERMS OF REFERENCE

# REINFORCING AND PRESTRESSING STEEL (FOR CONCRETE)

[Top](#)

TO BE USED IN :

01/33 : FLOOR BEDS (including suspended ground floors), ROADS AND OTHER TRAFFICKED AREAS

02/33 : FOUNDATIONS AND RETAINING WALLS

03/33 : PILE FOUNDATIONS

04/33 : EXTERNAL WALLS (INCLUDING CLADDING), INTERNAL WALLS AND PARTITIONS

05/33 : FLOORS , GALLERIES, CEILING

06/33 : PREFABRICATED SYSTEMS FOR FLOORS AND GALLERIES, STAIRS, RAMPS, RAISED ACCESS FLOORS, BALLUSTRADES AND HAND RAILS, INCLUDING EXTERNAL WORKS

07/33 : ROOFS

08/33 : FRAME ( INCLUDING CHIMNEYS AND SHAFTS)

13/33 : FLOORS AND STAIR FINISHES

18/33 : DRAINAGE AND DISPOSAL OF OTHER LIQUIDS AND GASEOUS WASTE

26/33 : COMMUNICATION

30/33 : CIRCULATION FIXTURES

## 33/33 : STORAGE FIXTURES

FAMILY AND SUB-FAMILIES	
<b>REINFORCING STEEL PRODUCTS</b>	
Steel products (ribbed, plain or indented) used for the reinforcement of concrete :	
- bars,	
- rods, coils	
- welded fabrics	
- lattice girder	
- indented strips	

E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC	Durability
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elongation</li> <li>- Weldability</li> <li>- Sections and tolerances on sizes</li> <li>- Bendability</li> <li>- Bonding strength</li> <li>- Stress ratio (maximum strength/tensile yield strength)</li> <li>- Tensile yield strength</li> <li>- Fatigue (not for welded fabric and lattice girder)</li> </ul>	<p>Y</p> <p>(against corrosion )</p>
2		
3		
4		
5		
6		

FAMILY AND SUB-FAMILIES	
<b>PRESTRESSING STEEL PRODUCTS</b>	
Steel products used for the prestressing of concrete :	
- wires (stress relieved cold drawn wires, smooth wires, indented wires)	
- strands (multi-wire strands, multi-wire compacted strands, indented and high bond strand)	
- bars (hot rolled and processed bars, threaded bars, ribbed or plane or smooth bars )	
- prestressing cables	



COMMISSION PROPOSAL	
E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Stress ratio (ult. tens strength/tens. yield strength)</li> <li>- Tensile yield strength</li> <li>- Deflected tensile strength (for strands)</li> <li>- Elongation at maximum load</li> <li>- relaxation</li> <li>- Sections and tolerances on sizes</li> <li>- Surface geometry</li> <li>- Modulus of elasticity (<i>only for stainless steel products</i>)</li> <li>- Fatigue</li> </ul>
2	
3	
4	
5	
6	

FAMILY AND SUB-FAMILIES	
DUCTS AND SHEATHS for protection or guide of prestressing steel products	
COMMISSION PROPOSAL	
E R	PERFORMANCE CHARACTERISTIC
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Watertightness</li> <li>- Flexural behaviour</li> <li>- Lateral and tensile load resistance</li> </ul>
2	
3	
4	
5	
6	

COMPREHENSIVE TABLE OF CHARACTERISTICS

## REINFORCING AND PRESTRESSING STEEL PRODUCTS

ER	Performance characteristics	Reinforcing steel products	Prestressing steel products	Ducts and sheaths	durability
1	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Elongation</li> <li>- Weldability</li> <li>- Sections and tolerances on</li> </ul>	Y	Y	Y	<i>Y (against corrosion for steel products)</i>
		Y	Y	Y	
		Y	Y	Y	

sizes				
- Bendability	Y	Y		
- Bonding strength	Y	Y		
Stress ratio (ult. tens strength/tens. yield strength)	Y	Y		
- Tensile yield strength	Y	Y		
- Fatigue		Y		
- Deflected tensile strength (for strands)				
- Elongation at maximum load				
- relaxation				
- Modulus of elasticity				
- Watertightness				
- Flexural behaviour				
- Lateral and tensile load resistance				
- surface geometry				
2				
3				
4				
5				
6				

## ANNEX 3

Product family :

### Reinforcing and prestressing steel for concrete (1/3 )

[Top](#)

#### 1. Levels and classes for product performances

For the time being, the differences specified in Article 3 (2) of the CPD, do not seem to give rise to the need of a classification system for products.

Further needs may be identified on the basis of differences specified in Article 3 (2) of the CPD, which are justified in conformity with Community law (IDs Clause 1.2.1). Where for such needs it is recognised that a classification of product performance is the means of expressing the range of requirement levels of the works, the Commission will give the appropriate guidance or will request CEN/CENELEC to make the appropriate proposal through a modification to this mandate.

## 2. Systems of attestation of conformity

For the product(s) and intended use(s) listed below, CEN/CENELEC are requested to specify the following system(s) of attestation of conformity in the relevant harmonised standard(s) :

Product(s)	Intended use(s)	Level(s) or class(es)	Attestation of conformity system(s)
<b>REINFORCING STEEL PRODUCTS :</b> - bars, - rods, coils - welded fabrics - lattice girder - indented strips	<b>used for the reinforcement of concrete</b>		1+

System 1+: See CPD Annex III.2.(i), with audit-testing of samples taken at the factory.

## 3. Conditions to be applied by CEN on the specifications of the attestation of conformity system

3.1 The specification for the system should be such that it can be implemented even where performance does not need to be determined for a certain characteristic, because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic [see Article 2.1 of the CPD and, where applicable, clause 1.2.3 of the Interpretative Documents]. In those cases the verification of such a characteristic must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare the performance of the product in that respect.

3.2 For products under systems 1, regarding the initial type testing of the product [see Annex III.1.a) of the CPD], the task for the approved laboratory will be limited to the assessment of the following characteristics:

- Elongation
- Weldability
- Sections and tolerances on sizes
- Bendability
- Bonding strength
- Stress ratio (maximum strength/tensile yield strength)
- Tensile yield strength
- Fatigue (*not for welded fabric and lattice girder*)

3.3 For products under systems 1, for the continuous surveillance, assessment and approval of the factory production control [see Annex III.1.g) of the CPD], only parameters related to the following characteristics shall be of the interest of the approved body:

- Sections and tolerances on sizes

- Weldability

- Bonding strength

3.4 For the initial inspection of the factory and of the factory production control [see Annex III.1.f) of the CPD], parameters related to all the relevant characteristics shall be of the interest of the approved body.

Product family :

## Reinforcing and prestressing steel for concrete (2/3 )

### 1. Levels and classes for product performances

For the time being, the differences specified in Article 3 (2) of the CPD, do not seem to give rise to the need of a classification system for products.

Further needs may be identified on the basis of differences specified in Article 3 (2) of the CPD, which are justified in conformity with Community law (IDs Clause 1.2.1). Where for such needs it is recognised that a classification of product performance is the means of expressing the range of requirement levels of the works, the Commission will give the appropriate guidance or will request CEN/CENELEC to make the appropriate proposal through a modification to this mandate.

### 2. Systems of attestation of conformity

For the product(s) and intended use(s) listed below, CEN/CENELEC are requested to specify the following system(s) of attestation of conformity in the relevant harmonised standard(s) :

Product(s)	Intended use(s)	Level(s) or class (es)	Attestation of conformity system(s)
<b>PRESTRESSING STEEL PRODUCTS</b>  - wires (stress relieved cold drawn wires, smooth wires, indented wires)  - strands (multi-wire strands, multi-wire compacted strands, indented and high bond strand)  - bars (hot rolled and processed bars, threaded bars, ribbed or plane or smooth bars )  - prestressing cables	<b>used for the prestressing of concrete</b>		1+

System 1+: See CPD Annex III.2.(i), with audit-testing of samples taken at the factory.

### 3. Conditions to be applied by CEN on the specifications of the attestation of conformity system

3.1 The specification for the system should be such that it can be implemented even where performance does not need

to be determined for a certain characteristic, because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic [see Article 2.1 of the CPD and, where applicable, clause 1.2.3 of the Interpretative Documents]. In those cases the verification of such a characteristic must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare the performance of the product in that respect.

3.2 For products under systems 1, regarding the initial type testing of the product [see Annex III.1.a) of the CPD], the task for the approved laboratory will be limited to the assessment of the following characteristics:

- **Stress ratio (maximum strength/tensile yield strength)**

- **Tensile yield strength**

- **Deflected tensile strength (for strands)**

- **Elongation at maximum load**

- **relaxation**

- **Sections and tolerances on sizes**

- **surface geometry**

- **Modulus of elasticity (only for stainless steel products)**

- **Fatigue**

3.3 For products under systems 1, for the continuous surveillance, assesment and approval of the factory production control [see Annex III.1.g) of the CPD], only parameters related to the following characteristics shall be of the interest of the approved body:

- **Sections and tolerances on sizes**

- **surface geometry**

3.4 For the initial inspection of the factory and of the factory production control [see Annex III.1.f) of the CPD], parameters related to all the relevant characteristics shall be of the interest of the approved body.

---

Product family :

## **Reinforcing and prestressing steel for concrete (3/3 )**

### **1. Levels and classes for product performances**

For the time being, the differences specified in Article 3 (2) of the CPD, do not seem to give rise to the need of a classification system for products.

Further needs may be identified on the basis of differences specified in Article 3 (2) of the CPD, which are justified in conformity with Community law (IDs Clause 1.2.1). Where for such needs it is recognised that a classification of product performance is the means of expressing the range of requirement levels of the works, the Commission will give the appropriate guidance or will request CEN/CENELEC to make the appropriate proposal through a modification to this mandate.

### **2. Systems of attestation of conformity**

For the product(s) and intended use(s) listed below, CEN/CENELEC are requested to specify the following system(s) of attestation of conformity in the relevant harmonised standard(s) :

Product(s)	Intended use(s)	Level(s) or class(es)	Attestation of conformity system(s)
<b>DUCTS AND SHEATHS</b>	<b>for protection or guide of prestressing steel products</b>		4
System 4: See CPD Annex III.2.(ii), Third possibility			

### 3. Conditions to be applied by CEN on the specifications of the attestation of conformity system

The specification for the system should be such that it can be implemented even where performance does not need to be determined for a certain characteristic, because at least one Member State has no legal requirement at all for such characteristic [see Article 2.1 of the CPD and, where applicable, clause 1.2.3 of the Interpretative Documents]. In those cases the verification of such a characteristic must not be imposed on the manufacturer if he does not wish to declare the performance of the product in that respect.

---

## ANNEX 4

### Reinforcing and prestressing steel for concrete

[Top](#)

European Technical Specifications must be adopted taking into account the necessary legislation on substances classified as dangerous.

This results from the Interpretative Documents, where it is noted in the introduction note to all six Interpretative Documents, that :

"Concerning dangerous substances which are in construction products, classes and/or levels of performance to which technical specifications will refer, shall allow the levels of protection needed by the works to be guaranteed, taking into account the purpose of the works."

In addition, outside the scope of the Directive, writers of technical specifications must take into account legislation which affects material to be used for construction products, and which are regulated for reasons not related to the incorporation into the works of the construction products.

In order to permit technical specifications writers to take into account the necessary legislation, a working document was elaborated by the Commission services (doc.CONSTRUCT 95/148 Rev.1 of January 4, 1996). Specification writers should use this document as a guide but must also take account of any other relevant legislation or dangerous substances which the working document does not yet include.

---

**Notes :**

(1) O.J N·C 62, 28.02.1994

[Top](#)

---